

<https://www.pressegauche.org/Elections-provinciales-2018-La-position-des-partis-provinciaux-sur-les-enjeux>



Élections provinciales 2018 La position des partis provinciaux sur les enjeux LGBTQ+

- Politique québécoise - Féminisme et LGBT -



Date de mise en ligne : mardi 8 octobre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

À l'approche des élections provinciales du 1er octobre 2018 et afin de vous aider à faire votre choix, Fugues et La Chambre de commerce LGBT du Québec ont fait parvenir une série de questions aux quatre partis principaux pour connaître leur position officielle et leurs engagements sur différents sujets d'intérêts pour les personnes LGBTQ+ du Québec.

Notez que l'ordre des réponses des quatre principaux partis a été octroyée de manière aléatoire.

Publié le 28 août 2018 à 22h33

L'équipe de rédaction , Chambre de Commerce LGBT du Québec

LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

1. Comment vous positionnez-vous par rapport à la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Votre parti, s'il est (ré)élu, s'engagera-t-il à poursuivre le plan lancé par le gouvernement sortant ou un autre semblable ?

Parti Libéral du Québec

Le Bureau de lutte contre l'homophobie, les deux politiques de lutte contre l'homophobie s'étendant jusqu'à 2022, la Chaire de recherche contre l'homophobie sont tous des engagements et des réalisations du Parti libéral du Québec. Aucun autre gouvernement n'en a fait autant dans ces domaines. En 2016, le gouvernement du Parti libéral a également procédé à des amendements législatifs importants visant à faciliter les procédures de changement de sexe au registre de l'État civil afin d'aider les personnes trans dans leur démarche de transition. Il a aussi ouvert la Charte des droits et libertés et fait reconnaître la liberté d'identité et de genre. Puis, le gouvernement libéral du Québec a récemment financé la création d'un Réseau international francophone des personnes LGBTQ+ visant notamment la protection des droits fondamentaux dans les pays francophones. C'est un bilan éclatant à cet égard, qui contribue au fait que le Québec se distingue internationalement en cette matière. Encore récemment, la ministre de la Justice, responsable de la lutte contre l'homophobie, madame Stéphanie Vallée, a été invitée au Congrès mondial LGBTQ+, tenu à Vancouver (le 5 août dernier) afin de partager notre vision, nos réalisations et notre expertise. Comme la politique contre l'homophobie et la transphobie a été adoptée jusqu'en 2022, il est clairement de l'intention du Parti libéral du Québec de continuer ce travail déjà entamé.

Coalition Avenir Québec

La lutte contre l'homophobie et la transphobie est un enjeu de grande importance. Nous allons continuer de supporter les nombreux organismes de défense des droits des personnes LGBT du Québec dans leur mission fondamentale. Nous avons pris acte du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2016-2021. Nous en appuyons les grands principes et nous nous engageons à poursuivre sa réalisation.

Parti Québécois

L'engagement du Parti Québécois envers la communauté LGBTQ+ et la lutte contre l'homophobie et la transphobie a été constant depuis son arrivée sur la scène politique. Afin de maintenir son engagement envers la communauté LGBTQ+ et la lutte contre l'homophobie et la transphobie, le Parti Québécois a l'intention de mener à terme la mise en oeuvre du Plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022 et à travailler, au cours de son mandat, à l'améliorer en fonction des résultats.

Québec Solidaire

Québec solidaire a salué le dépôt du Plan 2017-2022 de lutte contre l'homophobie et contre la transphobie attendu avec impatience depuis 2015 tout en soulevant des lacunes importantes. Le plan contient peu de mesures concrètes pour répondre aux besoins criants des personnes trans, notamment dans le milieu scolaire et le milieu de la santé Québec solidaire mettra en place, du préscolaire au collégial inclusivement, un contenu éducatif pour sensibiliser et former à des rapports égaux, exempts de sexisme, d'homophobie, de racisme ou de toutes autres formes de domination et ce, dans une perspective intersectionnelle. Ce contenu inclura notamment un programme d'éducation à la sexualité, dans une perspective de rapports égaux, non sexistes, non hétéro-sexistes et non cissexistes ; une formation pour l'ensemble du personnel scolaire qui tienne compte des valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes et qui forme sur tous les rapports sociaux (de sexe, de genre, de race, de classe, de corporalité etc.), la construction de l'identité et les pratiques éducatives anti-oppressives. Plus généralement, il assurera la formation du personnel et la mise en place de politiques spécifiques contre l'homophobie, la transphobie, l'hétérosexisme, l'intersexophobie et le cissexisme dans les organismes publics et parapublics et les services de garde, ainsi que lors de l'adhésion aux ordres professionnels oeuvrant dans ces domaines.

2. Le budget de lutte contre l'homophobie et la transphobie sera-t-il maintenu ou même augmenté ?

Québec Solidaire

Le cadre financier de Québec solidaire prévoit une croissance des dépenses de 5% la première année et de 4,2% les années subséquentes.

Coalition Avenir Québec

Nous respecterons les budgets qui ont été alloués à la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Nous sommes aussi ouverts à les bonifier si les besoins le justifient.

Parti Libéral du Québec

Le budget de lutte contre l'homophobie et la transphobie au montant de 10 millions de dollars sur 5 ans sera maintenu. Le gouvernement a également investi une somme additionnelle de 4 millions de dollars pour voir à la pérennité du Réseau international francophone qui a été créé récemment.

Parti Québécois

Nous avons l'intention de mener à terme l'actuel Plan de lutte à l'homophobie et la transphobie 2017-2022 et tous les engagements financiers qui y sont liés. Nous maintiendrons les sommes qui y sont consacrées.

PROMOTION DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE

3. Quelles mesures, comme gouvernement, entendez-vous prendre si votre parti est (ré)élu pour favoriser une meilleure acceptation de la population à la diversité sexuelle et de genre ?

Québec Solidaire

Québec solidaire adoptera et mettra en oeuvre une Politique nationale contre la discrimination à l'égard des personnes qui vivent la diversité sexuelle, de genre et corporelle. Cette politique inclura notamment : la formation des personnes intervenantes sociales travaillant auprès du public, à intervenir plus adéquatement avec les personnes de la diversité sexuelle ; la sensibilisation du personnel et des personnes résidentes des centres d'hébergement pour personnes âgées à la présence, dans leur communauté, de personnes de la diversité sexuelle ; la reconnaissance du droit, pour les personnes transgenres non-citoyennes canadiennes, de pouvoir changer de mention de sexe à l'état civil. Par ailleurs, un gouvernement solidaire rendra obligatoire, pour le personnel de l'État qui est en relation avec la population, une formation de base, intégrée dans la pratique, sur la diversité, l'accessibilité universelle et les droits fondamentaux.

Parti Libéral du Québec

L'acceptation des diversités sexuelles est résolument dans les gènes du Parti libéral du Québec puisque les libertés individuelles font partie des grandes valeurs libérales. Il est de commune renommée que l'éducation favorise grandement l'acceptation et le respect des diversités sexuelles et de genre. Le gouvernement libéral du Québec soutient et a soutenu les initiatives des organismes oeuvrant à la démythification de l'homosexualité, notamment à l'école, comme le GRIS. et d'autres organismes visant à démythifier la diversité sexuelle pour le public en général telle la Fondation Émergence. Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, était présent lors de la cérémonie commémorative des victimes du Pulse à Orlando attirant de ce fait même l'attention des médias sur la cause LGBTQ+. Le gouvernement, dirigé par le Parti libéral du Québec, contribue aussi à soutenir les événements de fierté, notamment à Québec et à Montréal dans le but de les aider à rayonner afin de sensibiliser la population québécoise sur les enjeux de diversité sexuelle et de genre. Cependant des préjugés persistent toujours, notamment en matière d'homoparentalité, des personnes aînées LGBTQ+ et dans certains milieux de travail. Ces questions doivent faire l'objet d'une veille constante et le Bureau de lutte contre l'homophobie joue bien son rôle à cet égard.

Coalition Avenir Québec

Un gouvernement de la CAQ poursuivra la lutte contre l'intimidation et la discrimination basées sur des motifs d'orientation sexuelle, notamment dès le plus jeune âge. Nous proposons d'ailleurs de donner plus de pouvoirs et plus d'indépendance au protecteur de l'élève afin de mieux intervenir auprès des enfants. Nous poursuivrons également les efforts de promotion de l'égalité des droits, notamment ceux de la communauté LGBTQ+, tant sur le plan national qu'international.

Parti Québécois

Créer une campagne de sensibilisation contre l'intimidation reliée à l'homophobie ainsi qu'à la transphobie au Québec, et offrir une formation de l'Institut national de santé publique afin de sensibiliser les professionnels dans toutes les régions aux réalités LGBTQ+. Inclure dans le programme d'immigration une partie consacrée à la cause LGBTQ+ pour sensibiliser les nouveaux arrivants au fait qu'au Québec, tous sont égaux et qu'en aucun cas l'intimidation ou le harcèlement envers la communauté LGBTQ+ ne seront tolérés, peu importe les croyances religieuses ou culturelles. Créer un groupe de travail visant à trouver des solutions permanentes reliées aux réalités des aînés LGBTQ+ et y contribuer par l'éducation des organismes et des organisations déjà existants. S'attaquer à

la discrimination envers les personnes LGBTQ+ dans tous les programmes, toutes les politiques, tous les ministères et toutes les instances décisionnelles. Assurer, au sein des institutions d'enseignement, une formation de base sur les réalités LGBTQ+ dans tous les programmes menant à des postes en santé et en services sociaux. Adapter les services publics, surtout en santé, en formant mieux et davantage les intervenants avec l'INSP. Création d'un portail Internet informatif pour permettre d'outiller les intervenants de tous les milieux, mais aussi les personnes issues de la communauté LGBTQ+. Faire interdire les thérapies réparatrices visant à « guérir » l'homosexualité. Revoir, adapter, mettre à jour le dispositif d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile acceptés sur la base de leur orientation sexuelle ainsi que des réfugiés LGBT. Organiser des États généraux LGBTQ+ en appui au Conseil québécois LGBTQ+.

4. Estimez-vous que l'inclusion des diversités est un enjeu d'importance pour les entreprises du Québec ? Si oui, quelles sont les mesures que vous mettrez en place afin d'assurer l'inclusion de la diversité en milieu de travail, dont celles LGBT.

Parti Libéral du Québec

Le respect de la diversité en milieu de travail est documenté comme augmentant la productivité des employés et diminue l'absentéisme chez les travailleurs. Des employés heureux travaillent plus efficacement et plus rigoureusement. Le respect de la diversité en milieu de travail est donc fondamental à l'économie québécoise afin que celle-ci soit des plus concurrentielles. Le gouvernement libéral du Québec a annoncé récemment, par la ministre de la Justice, Mme Stéphanie Vallée, la préparation d'un guide visant à soutenir les entreprises du Québec dans l'établissement de politiques de diversité.

Parti Québécois

Avoir un travail et gagner sa vie honorablement est un droit pour tous les citoyens. Le Québec demeure une des sociétés les plus inclusives au monde, particulièrement pour les membres de la communauté LGBT. Cependant, il reste encore des efforts à faire pour garantir des milieux de travail sains et exempts de discrimination pour tous. Lors de notre dernier passage au gouvernement, nous avons par ailleurs reconnu ce problème et avons publié un « Guide sur les droits des personnes face à l'homophobie en milieu de travail » pour faire mieux connaître les droits et les recours disponibles pour les faire respecter. La discrimination à l'embauche et le harcèlement dans les milieux de travail demeurent des obstacles sérieux qui doivent être éliminés. Il faut également encourager les personnes victimes de ces violences à dénoncer ces comportements inacceptables. Le guide produit par notre gouvernement allait en ce sens pour informer les victimes des recours existant pour faire respecter les droits de tous. Le milieu de travail demeure un endroit parfait pour diffuser un message d'acceptation et d'inclusion. Les employeurs qui respectent leurs obligations légales de fournir un environnement de travail exempt de discrimination à tous leurs employés transmettent ainsi le message à leurs employés que ces comportements sont inacceptables et incite ainsi à modifier les perceptions générales de la population. Il demeure important de rappeler régulièrement ces obligations, en particulier dans certains secteurs d'activité traditionnellement moins ouverts à la diversité LGBTQ+.

Québec Solidaire

Québec solidaire instaurera et développera des programmes et fera appliquer des mesures, dont des formations aux employeurs et aux gestionnaires, visant à contrer les discriminations structurelles afin de favoriser l'accueil et l'intégration en milieu de travail ; garantira un accès à des ressources en matière de santé et de services sociaux qui soient adaptées physiquement et exemptes de préjugés, et verra à inclure des mesures pour réduire la marginalisation sociale. Pour faire un monde du travail inclusif, Québec solidaire favorisera l'embauche de personnes de groupes minorisés dans la fonction publique et dans les entreprises privées employant 50 personnes et plus qui

bénéficiaire de contrats ou de subventions du gouvernement.

Coalition Avenir Québec

Nous estimons effectivement que l'inclusion des diversités est un enjeu d'importance pour les entreprises du Québec. À cet égard, plusieurs défis doivent être relevés, notamment par une meilleure sensibilisation. Il faut mieux accompagner les dirigeants d'entreprises afin de favoriser l'inclusion et le maintien en emploi de toutes les diversités.

FINANCEMENT DES AFFAIRES, MÉDIAS et CULTURE

5. Vous engagez-vous à assurer le financement d'initiatives du milieu visant le monde des affaires et du travail qui favorisent une meilleure inclusion et intégration des personnes LGBT ?

Québec Solidaire

Québec solidaire instaurera et développera des programmes et fera appliquer des mesures, dont des formations aux employeurs et aux gestionnaires, visant à contrer les discriminations structurelles afin de favoriser l'accueil et l'intégration en milieu de travail.

Coalition Avenir Québec

Un gouvernement de la CAQ appuiera les initiatives qui favoriseront l'intégration et l'inclusion des personnes LGBT dans les milieux de travail. Nous serons très ouverts à financer les initiatives du milieu qui auront un impact considérable et positif pour les personnes LGBT.

Parti Libéral du Québec

Tel que déjà mentionné, le gouvernement a annoncé des investissements de 10 millions de dollars sur cinq ans en appui aux actions du Bureau de lutte contre l'homophobie. De plus, la politique de lutte contre l'homophobie 2017-2022 prévoit quant à elle le soutien aux entreprises à cet égard.

Parti Québécois

En plus des sommes prévues dans le Plan de lutte à l'homophobie et la transphobie 2017-2022 et dédiées spécifiquement aux initiatives LGBTQ+, le Parti Québécois s'est engagé à rehausser de 200 M\$ le financement « à la mission » des organismes communautaires, incluant les organismes qui défendent les droits de la communauté LGBTQ+. Nous porterons une attention particulière aux organismes et aux projets visant à favoriser une meilleure inclusion et intégration des personnes LGBTQ+ au sein des milieux de travail.

6. Dans un univers où l'avenir des médias québécois (journaux, magazines d'information et communautaires) est mis en danger par Google et Facebook (rappelons que plus de 75% des revenus se retrouvent dorénavant chez ces 2 entreprises), un gouvernement dirigé par votre parti, s'engage-t-il à prendre les mesures économiques pour protéger l'avenir des journaux, des magazines d'information ou communautaires, comme Fugues ? Si oui, lesquelles ?

Parti Québécois

Le Parti Québécois est bien conscient des difficultés auxquelles les médias québécois font face et considère qu'il est fondamental de s'y attaquer. Nos engagements en ce sens seront dévoilés au cours de la campagne.

Parti Libéral du Québec

Notre gouvernement est très sensible aux enjeux auxquels font face les médias d'information. Nous avons d'ailleurs lancé, en décembre dernier, le premier Programme d'aide à l'adaptation numérique des entreprises de la presse d'information écrite ainsi qu'un crédit d'impôt pour appuyer la transformation numérique de ces entreprises. C'est 24 M\$ qui furent rendus disponibles pour soutenir l'amorce ou la poursuite du virage numérique des entreprises d'information écrite et pour bonifier l'aide aux médias communautaires afin de renforcer l'offre d'information locale et régionale. C'est une aide historique qu'aucun gouvernement n'a fait jusqu'à présent ! Nous entendons continuer à être attentifs aux besoins des médias d'information face à ces enjeux, bien sûr.

Coalition Avenir Québec

Le monde des médias vit présentement d'importants bouleversements. Un gouvernement de la CAQ se penchera sur des solutions durables permettant d'assurer la pérennité des différents médias québécois, cela incluant les journaux et magazines d'information ou communautaires. Il faut notamment accompagner les médias vers une transition numérique afin de mieux assurer leur avenir et des sources de revenus stables.

Québec Solidaire

Québec solidaire reconnaît le rôle essentiel des médias dans la production d'une information crédible, vitale pour la démocratie. C'est pourquoi Québec solidaire prendra immédiatement des mesures, fiscales et autres, pour apporter un soutien provisoire aux médias d'information en cette période de transition numérique, avec une attention particulière aux médias alternatifs et indépendants, ainsi qu'aux médias qui diffusent de l'information et des analyses touchant les enjeux locaux et régionaux. Québec solidaire organisera des états généraux sur le financement et la pérennité des médias d'information. ?

7. Vous engagez-vous à soutenir un meilleur financement afin d'assurer la diversité et la pérennité d'un plus grand nombre d'événements culturels LGBTQ ?

Coalition Avenir Québec

Pour la CAQ, la culture est l'âme d'une nation et les événements culturels sont des expressions de notre identité. Le Québec pourrait mieux soutenir ses créateurs, ses artistes, ses événements culturels et mieux les faire connaître auprès des publics. Nous sommes favorables à l'augmentation du nombre d'événements culturels LGBTQ et nous nous engageons à favoriser tant leur diversité que leur pérennité.

Parti Libéral du Québec

Nous sommes évidemment ouverts à appuyer des projets célébrant la diversité et le vivre ensemble ! Nous sommes à l'écoute et le dialogue existe. Nous sommes tout à fait conscients que les institutions doivent pouvoir faire preuve

de flexibilité dans leur façon de soutenir des événements, toujours dans un esprit d'équité et de saine gestion. Ce sont des discussions que nous souhaitons pouvoir poursuivre afin de voir comment mieux répondre aux attentes.

Québec Solidaire

Les mêmes critères de diversité (sexuelle, de genre, ethnique, culturelle, etc.) devront s'appliquer aussi dans le cas de l'aide à la création et à la production.

Parti Québécois

Le Parti Québécois considère la culture comme un facteur essentiel à l'épanouissement et à l'expression de la nation québécoise. Les événements culturels LGBTQ+ doivent avoir accès aux programmes de financement de façon équitable et le Parti québécois s'en assurera.

8. Vous engagez-vous à apporter des changements à la politique culturelle de financement des festivals et événements touristiques à€” comme Le Festival Fierté Montréal, Image+nation festival de films LGBTQ, le Festival Black & Blue à€”, sachant qu'actuellement de nombreux critères de financement les défavorisent ?

Québec Solidaire

Une révision des critères de ces programmes devra tenir compte de tout le spectre de la diversité (sexuelle, de genre, ethnique, culturelle, etc.).

Parti Libéral du Québec

Il est évident que nous souhaitons dialoguer avec les représentants des organismes, sur toutes les questions qui les touchent, y compris sur la question des critères d'attribution de financement. C'est dans l'échange que nous pourrions cerner les préoccupations et cibler des pistes de solution pour mieux répondre aux attentes.

Parti Québécois

Comme il a été mentionné précédemment, nous nous engageons à nous attaquer à la discrimination envers les personnes LGBTQ+ dans tous les programmes, toutes les politiques, tous les ministères et toutes les instances décisionnelles.

Coalition Avenir Québec

La CAQ est consciente qu'au cours des dernières années, plusieurs événements culturels ont eu de la difficulté à obtenir du financement parce qu'ils ne remplissaient pas les critères préétablis. Un gouvernement de la CAQ s'associera avec les différents acteurs concernés afin de trouver des solutions à ces difficultés et voir comment il est possible de mieux définir ou de mieux adapter les critères de financement.

PRÉVENTION DU VIH ET DES ITS

9. Depuis des années, le Québec a cessé de faire des campagnes de prévention nationales concernant le VIH. Avec le succès de la PrEP (le traitement médicamenteux destiné à empêcher l'infection, par le VIH) et les générations de jeunes qui n'ont jamais vraiment été sensibilisés à la question du VIH, votre parti s'engage-t-il à faire plus de prévention au sujet de la transmission du VIH et des ITS, surtout en regard des objectifs d'ONUSIDA d'atteindre 90 % de gens dépistés, 90 % de gens sous traitement et donc 90 % de personnes devenant indétectables ?

Parti Libéral du Québec

La PrEP est accessible à tout individu pour qui cela s'avère indiqué et est financée par la RAMQ. Ce n'est pas le cas dans plusieurs pays du monde. De plus, les récipiendaires de ces traitements doivent être testés régulièrement ce qui est en lien avec l'atteinte des objectifs en matière de dépistage et permet un suivi dans les cas où les résultats s'avéreraient positifs. Le gouvernement libéral du Québec s'est toujours investi dans la prévention contre le VIH et les autres ITS. Des campagnes de sensibilisation ont été mises sur pied par le ministère de la Santé et des Services sociaux au cours du dernier mandat et ce ministère demeure à l'affût des besoins nécessaires pour rencontrer les objectifs d'ONUSIDA.

Parti Québécois

Le Parti québécois est sensible au manque d'information et de sensibilisation à propos du VIH. Un gouvernement du Parti Québécois travaillera avec les organismes LGBTQ+ et ceux de santé publique afin d'améliorer la prévention.

Québec Solidaire

Québec Solidaire recentrera la philosophie du système de santé et de services sociaux dans une approche résolument préventive et de proximité relationnelle et géographique et, pour ce faire : augmentera substantiellement les investissements en promotion de la santé et en prévention et les intégrera mieux à la première ligne, afin d'agir sur les déterminants de la santé ; intensifiera l'éducation à la santé et le développement d'environnements favorables à la santé ; luttera contre la stigmatisation, la discrimination et la judiciarisation des personnes vivant avec le VIH (responsable du sida) et/ou le virus de l'hépatite C.

Coalition Avenir Québec

La CAQ est consciente qu'au cours des dernières années, la prévention concernant le VIH a été grandement négligée. La CAQ a d'ailleurs milité et appuyé le retour des cours d'éducation sexuelle au primaire et au secondaire, lesquels permettront une meilleure compréhension des ITS et VIH, de l'identité du genre et de l'homophobie. Il faut également faire davantage de sensibilisation et de dépistage en dehors des écoles et intervenir notamment auprès des jeunes adultes.

RECONNAISSANCE DES TRANS EN PROCESSUS DE MIGRATION

10. Êtes-vous favorable à des mesures transitoires pour faciliter la vie des personnes trans en processus de migration au Québec sur la reconnaissance de leur nom et de leur sexe par l'État civil ?

Parti Libéral du Québec

Nous sommes très sensibles à cette question. D'ailleurs, la ministre de la Justice, madame Stéphanie Vallée, a déjà mentionné que l'adoption de telles mesures était sous étude par son ministère, ces analyses se continueront sous le prochain gouvernement libéral et des consultations devraient se faire à cet égard dans le prochain mandat du gouvernement. Nous avons plusieurs candidats issus de la communauté LGBTQ+ pour nous le rappeler.

Coalition Avenir Québec

La CAQ est consciente que le Québec est la seule province au Canada à ne pas permettre à une personne transgenre immigrante de changer son prénom et la mention de son sexe sur ses documents d'identité avant de devenir citoyenne, ce qui peut prendre plusieurs années. La CAQ est favorable à des mesures transitoires qui permettront de mieux soutenir et de faire respecter les droits des personnes trans.

Parti Québécois

Le Parti Québécois est l'allié des personnes trans depuis le tout début. Ses actions et ses engagements passés le démontrent. En 2013, le gouvernement du Parti Québécois a adopté une loi permettant aux citoyens de changer leur mention de sexe auprès du Directeur de l'état civil sans devoir subir quelque traitement médical que ce soit. En juin 2016, nous avons appuyé l'adoption rapide de la Loi visant à renforcer la lutte contre la transphobie et à améliorer notamment la situation des mineurs transgenres. Nous sommes allées encore plus loin lorsque Carole Poirier, députée d'Hochelaga-Maisonneuve, a déposé le projet de loi 895 : Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance. Le gouvernement libéral ayant refusé d'appeler ce projet de loi, il est mort au feuillet et nous le déposerons de nouveau au retour des élections.

Québec Solidaire

La reconnaissance du droit, pour les personnes transgenres non-citoyennes canadiennes, de pouvoir changer de mention de sexe à l'état civil sera incluse dans la Politique nationale contre la discrimination envers les personnes vivant la diversité sexuelle, de genre et corporelle qu'adoptera Québec solidaire.

DÉFENSE DES DROITS LGBTQ À L'INTERNATIONAL

11. Soutenez-vous l'initiative du gouvernement sortant, concernant la mise en place d'un réseau international francophone LGBTQ ? Avez-vous l'intention de poursuivre dans cette direction ?

Québec Solidaire

Oui

Parti Libéral du Québec

Bien sûr, c'est un gouvernement libéral qui l'a mis en place.

Coalition Avenir Québec

Un gouvernement de la CAQ poursuivra la mise en place du réseau international francophone LGBTQ. Le Québec peut et doit jouer un rôle actif sur la scène internationale afin de promouvoir et de défendre les droits des personnes LGBTQ.

Parti Québécois

La francophonie est un espace privilégié pour l'action internationale du Québec. Puisque la promotion et la défense des droits des personnes LGBTQ+ au-delà de nos frontières sont essentielles, le Parti Québécois est tout à fait disposé à utiliser tout le poids diplomatique du Québec au sein de la francophonie pour promouvoir cette cause, notamment par le réseau international francophone LGBTQ.

12. Votre parti, s'il était (ré)élu, prendrait-il la parole pour défendre les droits et les libertés des personnes LGBTQ à travers le monde dans les rencontres internationales et lorsque des événements malheureux concernant des LGBT surviennent sur la scène internationale, pour que l'on sente que le Québec appuie autant les personnes LGBT ici qu'à l'étranger ?

Parti Libéral du Québec

Le Parti libéral du Québec l'a fait dans le passé, il le fait présentement et il continuera à le faire dans l'avenir. Le gouvernement libéral est un leader dans ce domaine. En 2017, il en a fait un élément prioritaire de sa politique internationale. En août 2017, le gouvernement a financé une conférence internationale des droits LGBTQ+ dans la francophonie à Montréal. Cette conférence s'est traduite par l'octroi d'une somme de 4 millions de dollars pour la création et le fonctionnement d'une organisation internationale indépendante qui a pour mandat d'agir en faveur des droits des personnes LGBTQ+ dans l'espace francophone international. Le gouvernement du Québec assume un leadership marqué sur la scène internationale et l'initiative de ce réseau fait déjà grand bruit alors que sa venue est saluée par de nombreux acteurs à l'international.

Parti Québécois

Le Parti Québécois appuie sans réserve la lutte contre l'homophobie et la transphobie non seulement au Québec, mais aussi à l'international, où les droits des personnes LGBTQ+ sont souvent durement bafoués et réprimés. Un gouvernement du Parti Québécois continuera de favoriser l'action internationale du Québec sur toutes les tribunes, notamment pour promouvoir le respect des droits des personnes LGBTQ+.

Québec Solidaire

Afin de lutter contre l'exploitation, la pauvreté, les inégalités et l'exclusion partout dans le monde, un gouvernement solidaire appuiera et appliquera les principes ci-dessous, avec les mouvements sociaux et les partis politiques progressistes portant un projet de transformation sociale, conformément aux Principes directeurs de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme d'assurer le respect des droits de toute personne, d'où qu'elle vienne et où qu'elle aille, y compris le droit de recours et de redressement de ses droits en cas de violation.

Coalition Avenir Québec

Le Québec peut et doit jouer un rôle actif sur la scène internationale afin de promouvoir et de défendre les droits des personnes LGBTQ. Il s'agit d'une responsabilité qu'un gouvernement de la CAQ entend remplir.

Pour lire uniquement les réponses de chacun des partis, cliquer sur le nom du parti :

Parti Libéral, Parti Québécois, Coalition Avenir Québec et Québec Solidaire